

**Une expérience de Formation Internationale
"Genre et développement : santé reproductive et développement durable"**

**par Hélène Ryckmans et Sophie Charlier
Le Monde selon les femmes asbl¹**

Les auteures

Hélène Ryckmans

Sociologue spécialisée en développement, chargée de mission au Monde selon les femmes. Elle intervient en formation, appui-conseil et évaluation de projets de développement et particulièrement selon l'approche genre depuis plus de 20 ans. Après une expérience de formation en population et développement, elle a rejoint Le Monde selon les femmes dans le cadre du projet Palabras. Son domaine d'expertise concerne la formation des acteurs du développement (en particulier sur le genre), l'élaboration des politiques de développement de la coopération belge et les programmes de coopération belge, européenne ou internationale. Elle a participé à de nombreuses missions de formation, d'identification ou d'évaluation de projets et programmes en Afrique francophone.

Contact : helene@mondefemmes.org / www.mondefemmes.org

Sophie Charlier

Ingénieur agronome, titulaire d'une maîtrise en environnement, développement et populations, réalise un doctorat sur le thème de : *l'empoderamiento des femmes au sein de l'économie populaire solidaire*. Maître de conférence invitée à l'UCL, spécialisée en "genre et développement". Elle a une longue expérience dans le secteur de la coopération au développement (Amérique Latine et Afrique du Nord) et le lobby politique. Ses recherches et publications portent surtout sur les thèmes de la sécurité alimentaire, le commerce équitable, l'économie solidaire et la dimension genre. Elle est également Présidente et formatrice en genre au Monde selon les Femmes.

Contact : charlier@dvlp.ucl.ac.be

Résumé

La communication présente une réflexion critique sur la formation en genre. Elle se base sur une de nos expériences : la formation internationale "Le Genre comme condition du développement durable". Cette formation est organisée depuis 2002 en Belgique par l'ONG belge Le Monde selon les femmes, en partenariat avec l'Aidep asbl.

La communication part d'une présentation des bases théoriques, méthodologiques et pédagogiques sur lesquelles repose ou auxquelles se réfère cette formation. Elle montre combien l'approche en éducation populaire utilisée est novatrice et pertinente pour articuler connaissances, intervention et changement de mentalités.

Elle analyse les apports de cette formation, pour le Nord et le Sud, ainsi que pour toutes les personnes partie prenante de cette formation (participant-es, formateurs-trices, accueillant-e de stagiaires). La dynamique doublement croisée (Sud-Sud et Nord-Sud) produit des effets pertinents pour l'action féministe.

¹ Avec le soutien de la COCOF Commission Communautaire française de Bruxelles-Capitale

La communication s'attache également à identifier quelques pistes concernant les défis à relever pour les formations futures ainsi que pour le suivi des stagiaires. En effet, durant la formation, les participant-es sont invité-es à concevoir une stratégie à mettre en œuvre après le retour dans leur structure ou organisation. Plusieurs développent également à leur tour des formations sur place.

Une expérience de Formation Internationale "Genre et développement : santé reproductive et développement durable"

Une formation qui répond à la demande

Depuis 2002, l'ONG belge Le Monde selon les femmes organise, en partenariat avec l'Aidep asbl, une formation internationale "Le Genre comme condition du développement durable".

Cette formation, qui dure 7 semaines, regroupe chaque année une quinzaine de stagiaires travaillant dans le monde du développement en Afrique francophone et Haïti. Elle a lieu en Belgique au sein de l'université catholique de Louvain (UCL).

La formation articule

- une approche par modules, intégrant la méthodologie de formation dans les contenus
- une approche par la pratique : le genre au Nord, tel que vécu par des associations en Belgique – et les échanges de pratiques
- une approche par la programmation/planification stratégique, puisque le programme de formation intègre l'élaboration d'un plan d'action, à mettre en œuvre au retour de la formation.

Elle est partie d'une demande et d'un constat :

- la demande, plusieurs fois répétée de nos partenaires du Réseau Palabras² d'avoir accès à une formation en genre et développement, en français ;
- le constat de notre expérience et expertise dans le domaine ainsi que notre capacité à l'organiser, avec l'aide de l'Aidep.

Il apparaît en effet que l'offre de formations en genre et développement, en langue française, est très restreinte et qu'une demande existe. Ce constat, déjà fait en 2001³, reste globalement valable, même si les difficultés (financières) pour organiser des formations sont de plus en plus importantes.

Nous partons du principe que la formation en genre est le moteur principal pour rehausser la sensibilité au genre des membres d'une organisation. Elle leur permet de mieux comprendre et analyser les rapports existant entre les sexes et de fournir des grilles de lecture des réalités sociales dans lesquelles ces agents/acteurs de développement interviennent. C'est également un instrument qui leur permet d'agir avec plus de pertinence dans leurs actions de développement.

Les formations visent à donner une meilleure connaissance du concept de genre et à opérationnaliser sa prise en compte dans les organisations et institutions notamment liées au développement. Le besoin en outils ainsi qu'en méthodes d'analyse de genre est important : check list, guides techniques, etc.. Cependant, nous voulons à tout prix éviter le piège des

² Le réseau Palabras a été lancé il y a presque 10 ans. Il s'est constitué à partir de la revue du même nom et se développe actuellement comme un projet communautaire Sud-Nord sur le genre (voir encadré 1 en annexe 1).

³ Ryckmans Hélène « La formation en genre : pratiques et enjeux dans les projets et politiques de développement en Afrique francophone ». Communication au Colloque international Genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 16-21 juillet 2001, page 4.

recettes et des boîtes à outils tout usage ; pour nous une réponse adéquate à la demande de formation sera celle qui permettra aux participant-es une démarche à la fois personnelle et organisationnelle⁴. Vis-à-vis de la connaissance, nous nous positionnons clairement de la manière suivante :

"Apprendre c'est construire des connaissances. C'est modifier des représentations initiales pour en construire de nouvelles. L'apprenant cherche des changements dans ses propres connaissances, il cherche à les bousculer. N'oublions pas qu'apprendre, dans sa finalité dernière, c'est prendre une distance et développer un esprit critique.

Mais attention, créer un déséquilibre peut engendrer des résistances de la part de l'apprenant car l'assimilation peut paraître dangereuse pour lui car cela touche à des structures profondes liées à son identité, son parcours de vie, à ses pratiques sociales et à son système de valeurs, ce d'autant que les choses appartiennent au monde social. Plusieurs facteurs s'entremêlent pour permettre aux apprenants de transformer leurs connaissances car le processus d'apprentissage est un phénomène complexe qui met en jeu des éléments individuels (parcours de vie), groupaux (interactions entre les autres apprenants), organisationnels (la place du formateur) et même macro-groupaux (le cadre institutionnel)"⁵.

De plus, nous prévoyons un temps pour un stage sur le terrain associatif belge. Ce temps de travail concret répond à une demande des partenaires du Sud : avoir l'occasion de participer à des activités professionnelles en rapport avec ce qu'ils réalisent chez eux et avoir également l'occasion de s'interroger sur la manière dont le genre est intégré ou non dans les pratiques associatives en Belgique (nous reviendrons sur la présentation du stage de terrain plus loin).

Deux axes centraux à la formation

La formation est orientée autour de deux thèmes principaux : les pratiques d'économie solidaire et les droits reproductifs et sexuels. Le choix de ces thèmes est basé sur le besoin de construire une formation autour des enjeux actuels pour l'empowerment des femmes. Elle inscrit le genre comme une condition indispensable pour assurer un développement durable parce qu'équitable.

Le thème de l'économie solidaire est axé sur la résolution des défis économiques et sur les pratiques des ONG et associations visant à assurer le mieux-être des populations à partir des activités économiques. Dans le Sud, bien souvent, ces pratiques d'économie solidaire dépassent les enjeux et besoins économiques, elles répondent également à des attentes de type sociales et politiques. Dès lors, il nous semble important de mettre en perspective les activités génératrices de revenus, (le crédit, le soutien à la micro-entreprise et au secteur informel) avec les logiques d'autonomisation des femmes et d'*empowerment* (économique, social et politique). C'est ainsi que plusieurs modules apportent un éclairage théorique et des expériences dans ces divers domaines.

Au Nord comme au Sud, on s'accorde en effet pour dire que l'économie solidaire suit une démarche à l'intersection du social, du culturel, de l'économique, du politique et du pédagogique (formation). Elle articule des activités marchandes et non-marchandes. Si elle propose des réponses à des besoins multiples, elle est également porteuse de sens et renvoie

⁴ Ryckmans Hélène, *La formation en genre : pratiques et enjeux*, op.cit. page 5.

⁵ Claudine Drion, *Education au développement, Enjeux, définitions, principes pédagogiques et approche genre*, Le Monde selon les femmes, Bruxelles, 2005, p 30

aux valeurs de chaque société. Les axes de questionnement proposé durant la formation sont les suivants⁶ :

- L'économie solidaire est-elle un instrument au service des différents besoins (sociaux, familiaux, économiques, culturels, personnels...) des individus ?
- Comment les associations d'économie solidaire renforcent-elles la société civile dans ses aspects sociaux, économiques, culturels et citoyens ?
- Quelles sont les tensions entre les logiques sociales et économiques ?
- Quel est l'apport de l'approche genre dans l'analyse et la mise en œuvre d'activités économiques ?
- Quels sont les apports spécifiques des organisations d'économie solidaire pour les femmes ? A quelles conditions les pratiques d'économie populaire permettent-elles plus d'autonomie pour les femmes ainsi qu'une augmentation de leurs revenus ?
- Comment mettre en œuvre et soutenir des projets et programmes d'économie solidaire égalitaire entre femmes et hommes, renforçant l'autonomie des femmes ?

C'est ainsi que ces interrogations mènent assez naturellement à une analyse des modalités de financement des projets et à la lecture critique des approches de gestion des projets.

Le thème des droits reproductifs et sexuels est articulé autour du constat de l'importance d'une prise en compte du genre dans les aspects santé. Elle vise à aboutir à la prise en compte des droits reproductifs et sexuels et à une prise en compte du genre, plutôt que des aspects femmes, dans la gestion de projets de santé.

- A travers l'expérience de la santé reproductive et sexuelle, les soins de santé primaire sont-ils mieux dispensés s'ils intègrent la dimension genre, si le personnel de santé est formé à cette approche, si les programmes sont conçus dans cette perspective ?
- Qu'entend-on par santé et droits reproductifs et sexuels ?
- Comment intégrer une analyse de genre en ce qui concerne la santé tout au long du cycle de vie, le VIH SIDA, la violence intra familiale ? Quelles sont les applications concrètes dans le cadre des animations, accueil et accompagnement à l'avortement (IVG) ?
- Comment intégrer les rapports de genre dans les services de santé, les services sociaux ?
- Comment associer les hommes autant que les femmes dans les programmes de santé reproductive, de planification familiale ?

Les contenus et les méthodes utilisées pour les aborder se définissent clairement dans une vision politique des aspects de santé, incluant des axes économiques, sociaux et religieux, et intégrant le paradigme suivant lequel "le privé est politique".

Pour aborder ces thèmes, divers modules (regroupant plusieurs contenus) sont proposés, outre ces deux modules à contenu.

Les premiers jours sont consacrés à une prise de conscience personnelle sur les inégalités et les stéréotypes de genre, ainsi qu'à une mise à niveau et un accordement du groupe aux mêmes concepts, de manière à partager une vision commune du genre.

Un axe de diagnostic institutionnel est également proposé. C'est lui qui peu à peu suscite puis canalise chez chaque participant une analyse critique des pratiques de son organisation.

⁶ Plaquette de présentation de la formation Le genre comme condition du développement durable, Aidep-Monde selon les femmes

Nous veillons à ce que toutes les parties communes de contenu soient données dans les quatre premières semaines, de manière à ce que les stagiaires soient outillés avant de partir en stage dans une association belge.

Une démarche qui se laisse interpeller

Le programme a évolué, surtout les premières années, suite aux interpellations des stagiaires eux/elles-mêmes. Sa durée a été augmentée : de 4 à 5 puis 7 semaines. Ainsi par exemple, suite à certains débats au sein du groupe, un module sur Genre et religions a été intégré au programme. En effet, assez vite les stagiaires ont évoqué la religion, tantôt comme un obstacle ou tantôt comme une référence. Dès lors, nous avons fait appel à un théologien, puis à une islamologue afin de proposer une analyse critique sur le thème du genre et des religions (catholicisme et Islam). Cette interpellation a suscité également une réflexion interne à notre ONG sur genre, laïcité et développement.

Cette ouverture est possible parce que plusieurs heures du programme restent non déterminées au départ, afin de répondre à des demandes spécifiques qui apparaîtraient durant la formation. Nous souhaitons nous donner les moyens de tenir compte de la dynamique du groupe et nous laisser interpeller. Les contenus sont l'objet de nouveaux choix chaque année. Mais il est certain que la pression sur les horaires ne permet pas de tout aborder, et que les stagiaires ne sont pas prêtes à venir pour une plus longue durée, notamment vu leur responsabilité dans leur institution.

Une méthodologie spécifique à partir de regards croisés et d'échanges de savoirs

Nous avons la volonté d'utiliser une méthodologie variée et qui permet l'apprentissage par de multiples approches. Il y a d'abord un regard "méta" systématique, afin de permettre, autant que faire se peut, de décoder le contenu et la méthode d'apprentissage, de manière à nourrir la réflexion sur la manière concrète d'intégrer les acquis de la formation. Ainsi, après chaque utilisation d'outils, de méthodes, de dynamique de formation, nous proposons un temps d'analyse, afin que chaque participant puisse en évaluer l'intérêt, la pertinence, qu'il puisse lancer des idées sur son utilisation ou son adaptation à ses propres réalités.

Nous privilégions ensuite le croisement des savoirs, les échanges d'expériences entre stagiaires du Sud et avec des associations au Nord, en Belgique :

a) Echanges d'expériences entre personnes du Sud

La formation a lieu en Belgique, sur un site universitaire. Elle permet de regrouper des stagiaires de plusieurs pays africains et de Haïti (l'appartenance géographique est limitée par la langue française), dans un contexte nouveau, hors de la proximité du travail et des préoccupations privées, ce qui est propice à la réflexion et au recul critique. Elle suscite l'échange de pratiques entre pays, ce que ne permettrait pas une formation locale. Son organisation, en partenariat avec l'Aidep asbl⁷ et sa localisation sur le campus universitaire de l'UCL à Louvain-la-Neuve, facilite des contacts avec des chercheurs universitaires, l'accès à la documentation et à du matériel pédagogique sur le développement. Les modules sont interactifs, selon les principes de l'éducation populaire où les savoirs sont aux mains de tous les acteurs, et non pas définis d'en haut et dispensés par le/la formateur/trice.

⁷ L'AIDEP association internationale en population, développement, environnement, est une association périphérique de l'Université catholique de Louvain, à Louvain-la-Neuve, insérée au sein du Département des Sciences de la population et du Développement (SPED): site : <http://www.sped.ucl.ac.be/AIDEP/aidep.htm>.

b) Echanges de pratiques par l'observation participante au sein d'associations belges

Le regard croisé s'effectue également lors d'un stage en association.

Durant 2 semaines (soit 10 jours), les stagiaires sont inséré-es dans des associations en Belgique : ONG de développement, associations actives notamment dans le secteur de l'économie sociale (entreprises de formation par le travail, associations d'insertions sociales pour personnes marginalisées...) et plannings familiaux ou centres de santé.

Cette insertion sur le terrain permet de prendre conscience des réalités de développement en Belgique, et suscite des échanges très riches entre le-la stagiaire et l'association qui l'accueille. Le ou la stagiaire, sous la responsabilité d'un référent (maître de stage), est invité-e à observer d'abord, puis analyser le fonctionnement de l'association en y participant de manière active, et enfin à proposer ses recommandations, notamment quant à la prise en compte du genre dans leur association d'accueil. Un rapport de stage est remis après les 10 jours et sert de base à une restitution entre les stagiaires et l'équipe pédagogique du Monde selon les femmes.

Cette insertion en association est possible parce que le Monde selon les femmes dispose d'un large réseau de contacts dans des associations diverses, ce qui permet de répondre le mieux aux attentes des stagiaires et à leurs centres d'intérêt, à leur domaine ou leur méthode de travail. Chaque année, de nouveaux partenariats se créent entre le Monde selon les femmes et des associations accueillantes, notamment parce que les stagiaires émettent des souhaits auxquels nous essayons de répondre au mieux. Les associations du secteur de l'économie sociale ne sont pas toujours des associations de femmes, les ONG sont loin d'être des secteurs féminins, les plannings familiaux davantage ; mais tous précisent également leurs attentes et leur proposition pour le stage : ils acceptent et valorisent souvent ce regard extérieur.

L'impact de ce stage n'est pas négligeable pour les 2 parties, car le stagiaire y déconstruit sa vision (positive ou édulcorée) du développement au Nord, interpelle l'ONG ou l'association du Nord sur sa politique genre et confronte sa pratique avec celle de l'association belge. Les effets sont parfois très directs, notamment car le/la stagiaire jouit d'une légitimité en tant que ressortissant du Sud et ses recommandations sont parfois mieux acceptées que celles des membres du M/F, qui essaient parfois depuis des années de faire prendre en compte le genre dans la politique des ONG belges.

"Pour l'éducation au développement au Nord, amener l'approche genre par le biais de situations vécues dans les pays du Sud est une pratique courante : il y a une ouverture plus grande en sensibilisation pour reconnaître que les femmes sont victimes de discriminations au Sud que pour le reconnaître au Nord. Cette étape franchie, le choc exoscopique⁸ peut amener à une prise de conscience : une fois le mécanisme reconnu « ailleurs », il devient possible de l'identifier dans des situations proches, dans la société où l'on vit. Ainsi l'approche genre peut faire cheminer des gens vers un engagement plus global en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Toutefois, cette manière d'envisager la prise de conscience doit être prudente car elle recèle le risque de renforcer des stéréotypes (les hommes du Sud machistes, les femmes du Sud victimes, etc.)"⁹.

⁸ En référence au « choc autoscopique » que vit une personne qui se voit pour la première fois sur un écran TV ou qui entend un enregistrement de sa propre voix et qui, dans un premier temps, à peine à se reconnaître

⁹ Claudine Drion, *Education au développement, Enjeux, définitions, principes...*, op.cit., p 30

Ce stage a des suites également dans le prolongement du contact entre l'association et le/la stagiaire : des réseaux se tissent, indépendants du Monde selon les femmes ; des projets de l'institution du Sud sont soutenus...

L'observation participante à laquelle se livre le/la stagiaire permet également de dépasser une lecture parfois simpliste du genre dans les organisations. Il est fréquent en effet que la prise en compte du genre soit définie seulement par des critères quantitatifs "Nous prenons en compte le genre car il y a autant de femmes que d'hommes dans notre structure". Une analyse des rapports de pouvoir, des instances et de la politique générale de l'association est, de fait nécessaire pour analyser la prise en compte du genre par une institution. Mais le genre doit aussi être présent dans le contenu des activités, dans les programmes de développement. Observer le fonctionnement d'une autre association que la sienne permet parfois cette prise de conscience.

Ce stage en association permet également de questionner les pratiques des associations de femmes, notamment celles du réseau d'économie sociale. Beaucoup de participantes à la formation sont impliquées dans des ONG d'appui aux associations féminines ou sont membres d'organisations exclusivement féminines. Or, avec le passage de l'approche IFD à l'approche GED, avec l'idée du mainstreaming de genre, on a souvent été trop vite et remis en question les projets "femmes". Avoir une lecture genre ne signifie pas "*ouvrir les structures aux hommes*" ni "*proposer des activités (de crédit, d'élevage) pour les hommes aussi*", comme l'ont préconisé des participant-es à notre formation. Avoir une approche du genre implique une analyse des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes, tels qu'ils sont vécus au travers des projets, même si ceux-ci ne s'adressent qu'aux femmes. L'action individuelle et collective de celles-ci, leur meilleur accès et contrôle sur les ressources et leur autonomie impliquent une des changements dans la répartition des rôles entre femmes et hommes.

Une formation d'adultes, une démarche d'éducation populaire

La formation en genre, comme toutes les formations que propose Le Monde selon les femmes, est une formation d'adultes. Or la formation d'adultes comprend des spécificités. Nous souscrivons à la manière dont Etienne Bourgeois caractérise l'apprentissage : "on apprend à la fois avec et contre les connaissances préalables de l'apprenant. De plus, la situation de formation est " avant tout un lieu de rencontre entre différents projets de formation : celui des apprenants, celui du formateur et celui de l'institution de formation ". D'où l'importance des représentations qu'ont les divers partenaires de cette situation de formation : comment les connaître, les prendre en compte, les partager ?"¹⁰.

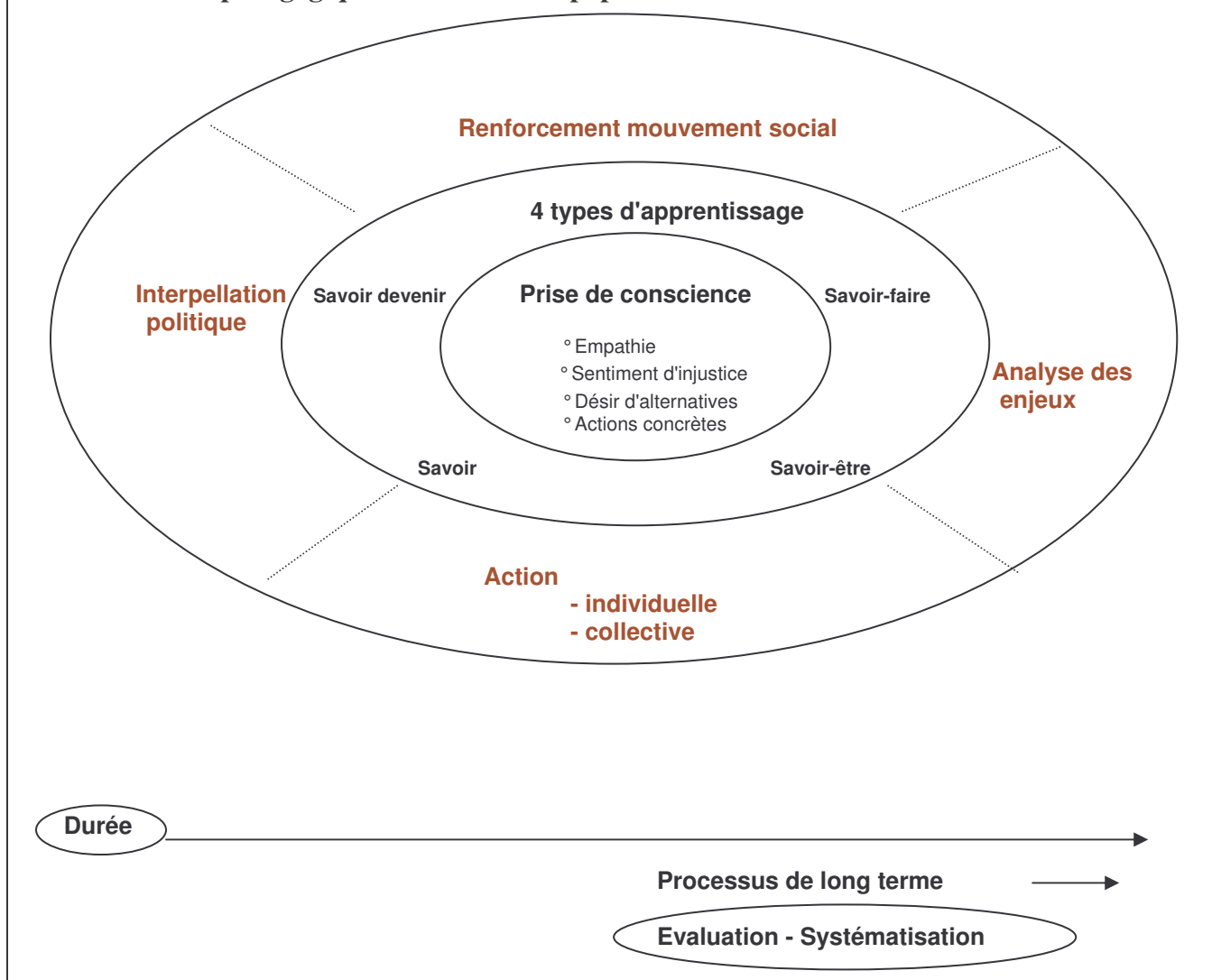
Les formations que nous proposons s'inscrivent aussi dans le cadre de l'éducation populaire qui a "toute sa pertinence pour que la formation ne soit pas d'abord conçue dans une logique de service mais comme un espace de mobilisation des intelligences, en lien avec des situations concrètes, de mise en place des conditions méthodologiques, culturelles et cognitives de l'engagement citoyen et politique"¹¹.

La démarche peut être schématisée de la manière suivante.

¹⁰ Bourgeois Etienne, Nizet Jean, 1997, *Apprentissage et formation des adultes*, Paris, PUF, Cité par Claudine Drion, *Education au développement...*, op.cit. p 29

¹¹ Hansotte Majo, 2005, *L'Education populaire, une sortie de l'ombre*, in Les Cahiers de l'Education permanente, Bruxelles, PAC et Labor. citée par Claudine Drion, *Education au développement...*, op cit., p 10

La démarche pédagogique de l'Education populaire¹²



Source : Schéma adapté de celui conçu pour l'éducation au développement, Claudine Drion, *Education au développement, Enjeux, définitions, principes pédagogiques et approche genre*, Le Monde selon les femmes, Bruxelles, 2005, p. 35

"**La prise de conscience** est au cœur et au départ de la démarche pédagogique de l'Education populaire. Selon les préférences d'apprentissage de l'apprenant, elle sera liée à de l'empathie (émotion), et/ou au sentiment d'injustice perçu dans les inégalités Nord/Sud (raisonnement) et/ou à un désir d'alternatives, d'un monde meilleur (imagination) et/ou dans des actions concrètes de solidarité (activité). Ces 4 portes d'entrée de la communication, inspirées de l'approche du « cerveau global » (...), sont développées en éducation populaire pour toucher chacun-e à partir de son style d'apprentissage privilégié, sans exclure des catégories de personnes, dans une perspective d'éducation de la réussite. De plus ces 4 types de prise de conscience sont complémentaires d'un point de vue pédagogique. Ainsi susciter uniquement de la compassion n'est pas un acte éducatif, car l'éducation populaire implique d'analyser et de participer. Mais une approche uniquement rationnelle ne serait pas non plus de l'éducation populaire qui met en relation avec le vécu humain.

¹² Schéma adapté, sur la suggestion de l'auteure Claudine Drion, de celui conçu pour l'éducation au développement, Claudine Drion, *Education au développement, Enjeux, définitions, principes...*, op.cit., p 35

Les apprentissages poursuivis par l'éducation populaire permettent l'acquisition de connaissances sur les relations Nord Sud (savoirs), de compétences telles l'analyse, l'esprit critique (savoir-faire), de comportements de solidarité, d'ouverture (savoir-être) et de capacité de penser et d'agir en tenant compte des défis du futur (savoir devenir).

Les 4 axes de la démarche pédagogique de l'éducation populaire (analyse, action individuelle et collective, renforcement du mouvement social et interpellation politique) sont source ou conséquence l'un de l'autre. La pratique montre en effet qu'il n'y a pas une chronologie systématique entre eux et que chacun des pôles comporte ses propres objectifs"¹³.

Une pédagogie du cerveau global

Les méthodes pédagogiques auxquelles nous recourons dans le cadre du stage sont diversifiées, en référence au "cerveau global". Celui-ci fait référence aux différentes portes d'entrée à la communication : le rationnel, le ressenti, l'imaginaire, le faire. Il permet de varier les formes d'apprentissage et de remise en question de ses propres pratiques. A côté de modules plus théoriques, nous privilégions ainsi l'expression des sentiments, le vécu, le ressenti. Nous avons également incorporé, au fil du temps, des moments d'activités corporelles : danse et autodéfense pour femmes. Nous avons constaté que cet apprentissage nécessite parfois le dépassement de certaines barrières, culturelles ; et suscite des contacts et de l'expression de soi entre stagiaires, ce qui est aussi très riche.

De manière transversale, un espace de débat et d'échange est toujours prévu, pendant ou après l'activité. En outre, le système de suivi évaluation prévoit des moments d'évaluation chaque semaine, après le stage en association et en fin de formation. Là aussi, des formes variées de techniques d'évaluation sont expérimentées.

Les techniques de formation, d'animation, les méthodes pédagogiques que nous avons mis au point et adaptées des expériences du Sud¹⁴ sont insérées dans les modules de formation eux mêmes, mis en pratique par les intervenants et expérimentés par les stagiaires plutôt que présentés. Cela permet leur appropriation directement et donne l'envie d'aller plus loin.

Plusieurs de ces outils ont d'ailleurs été adaptés après la formation, notamment le jeu de carte sur l'égalité entre les femmes et les hommes "Un autre genre svp", édité en République démocratique du Congo par l'IDEF¹⁵.

Une occasion de planification stratégique

La ou le stagiaires est invité, dès les premiers jours, à présenter et analyser les pratiques de genre de son organisation. Ce recul critique par rapport à son action quotidienne est facilité par le fait que le stage se déroule hors de son pays, loin des préoccupations quotidiennes du terrain. Cette démarche aboutit à la préparation et la présentation (au groupe de pairs) d'une stratégie d'intégration du genre dans son organisation à partir d'une ou deux questions critiques posées par le diagnostic genre de son organisation. Le regard des autres et la confrontation de pratiques permet une amélioration des propositions. Ce sont également les

¹³ D'après Claudine Drion, *Education au développement, Enjeux, définitions, principes...*, op.cit., p 35

¹⁴Notamment ceux repris de la rencontre Palabras de 1999 et systématisés dans le document "Le genre du Sud au Nord" publié par Le Monde selon les femmes

¹⁵ Le jeu de cartes a également été adapté en espagnol avec des femmes partenaires en Bolivie

prémices à une volonté d'agir commun, un possible déclencheur d'une action collective, qui serait portée par exemple par des groupes ou un réseau d'ancien-nes stagiaires, d'une même promotion ou d'un même pays.

Dans le formulaire de candidature complété par les candidat-es avant son admission, l'occasion est donnée à chacun-e de se pencher déjà sur ces questions et de préciser les questions qu'elle ou il se pose avant la formation. Les attentes sont réexprimées au démarrage de la formation. Une comparaison des attentes et des acquis est favorisée par l'évaluation finale du stage.

L'idée principale de ce travail de rédaction d'une stratégie pour intégrer le genre dans son organisation est de favoriser une réflexion critique et de proposer des changements au retour de la formation. C'est une manière d'avoir un impact positif direct après la formation. Il est demandé aux stagiaires une proposition réaliste, limitée, à mettre en œuvre par lui ou elle-même.

Lors des premières rédactions et présentations de ces stratégies, nous avons eu à constater le recours systématique à la méthodologie du cadre logique. Nous avons souhaité en limiter l'emploi, afin d'éviter la "mécanique" qu'induisent des canevas de ce type, coulant les réflexions dans la pensée logique des bailleurs. Nous avons insisté sur l'analyse diagnostic et sur l'imagination de solutions ou approches autonomes des bailleurs.

La pertinence de la rédaction de ce plan d'action est double :

- les stagiaires sont amené-es à construire un diagnostic, à problématiser une situation complexe, à concevoir une intervention, à penser une stratégie. Elles et ils prennent conscience de l'ampleur de la tâche parfois, de la difficulté du chemin à parcourir pour son organisation.

Les stagiaires retournent au pays avec non seulement des connaissances et aptitudes "à restituer", mais également avec des propositions d'intervention : ils sont dès lors agents de changement. Leur premier mise en œuvre consiste parfois à devoir convaincre leurs responsables et collègues de l'utilité et de la pertinence de leur proposition. C'est pour cette raison notamment qu'un accent est mis sur la méthodologie de plaidoyer applicable pour susciter un changement profond, et d'abord en interne afin de construire la cohérence.

Le public de la formation internationale

Dès 2001, nous avons identifié une très forte demande de formation en genre¹⁶. "Celle s'insère dans une demande générale de formation des cadres et des praticiens du développement (les animateurs et animatrices ONG, les agents de développement des ministères nationaux sur le terrain), qui constituent en quelque sorte un public relais".

Depuis 2002, 54 personnes ont été formées dans le cadre de la formation internationale Le genre comme condition du développement durable. Elles proviennent de 10 pays différents (9 pays d'Afrique francophone ainsi que Haïti).

Pour diverses raisons, nous avons toujours fonctionné avec des groupes mixtes mais à majorité de femmes, la répartition par sexe étant la suivante : 47 femmes et 7 hommes.

¹⁶Ryckmans Hélène, *La formation en genre : pratiques et enjeux dans les projets...*, op.cit, p 4.

La très grande majorité des stagiaires n'a pas suivi de formation en genre (qui sont, il est vrai, assez rares) et le niveau d'étude demandé est la fin du secondaire (niveau Bac). Le niveau de formation des participants est plus élevé : la totalité ont mené des études supérieures, en général de trois ans.

La plupart des participants (30 sur les 54) sont insérées professionnellement dans des ministères. Plusieurs stagiaires (5 sur 54) sont également issus du monde des médias et de la presse. Mais il est important de noter que quasiment toutes les personnes sont également impliquées bénévolement dans une association. Les attentes exprimées par les candidats stagiaires pour la formation peuvent d'ailleurs être plus proches de leur engagement militant et associatif que de leur insertion professionnelle, leur gagne-pain.

Il est demandé 3 années d'expérience et une insertion professionnelle pertinente pour suivre une formation en genre. Une description des activités accomplies est demandée. Très peu de candidatures doivent être écartées ; mais lorsqu'elles le sont, c'est précisément (la plupart du temps) parce que la-le candidate-e occupe une fonction uniquement administrative.

Cette exigence d'une insertion professionnelle claire repose sur l'importance, dans la formation, du retour sur les pratiques, mais également sur l'objectif de changement social poursuivi à long terme.

Une analyse de la demande est également effectuée : dans quel but la formation est-elle demandée ? A quelle analyse de quel problème est-elle censée répondre ?

Une fois la sélection faite (sur plus de 60 candidatures chaque année), le nombre de stagiaires qui ont accès à une bourse est restreint. Le stage ne bénéficiant pas de subsides, nous fonctionnons sur fonds propre : l'inscription est à payer par la-le stagiaire. Son accès est donc souvent conditionné par l'obtention d'une bourse auprès d'un partenaire ou d'un bailleur de fonds. Nous sommes conscientes de la difficulté que cela pose pour de petites associations et/ou pour des candidat-es de pays qui ne sont pas partenaires de la coopération belge.

La recherche de subsides a montré que peu de bailleurs acceptent de financer des formations de courte durée, non sanctionnées par un diplôme universitaire, et dans un autre pays que le leur (la Belgique finance seulement en Belgique).

Il faut noter également que depuis 2005, certains modules sont ouverts à des professionnels travaillant en Belgique, qui prennent alors une inscription à la carte, par module (de 7 à 29 heures selon les modules).

Motivations et résistances

Les motivations des bénéficiaires de la formation sont diversifiées : il y a évidemment les demandes explicites, formulées dans le dossier de candidature, et puis toutes les attentes implicites, placées par le-la candidat-e dans une telle formation se tenant au Nord ; celles qu'il assume personnellement mais aussi celle de son institution.

Cependant, en ce qui concerne la formation internationale du Monde selon les femmes, une particularité est que les personnes qui ont fait acte de candidature sont très motivées : elles doivent recevoir l'accord de leur employeur pour y participer et trouver leur bourse, ce qui représente un parcours long et ardu.

Par ailleurs, la formation ayant lieu en dehors de l'institution du stagiaire, il est difficile pour nous d'identifier ou d'analyser les multiples résistances que l'on peut par contre observer dans des accompagnements au sein des institutions. Or, *"l'expérience montre que les résistances à la formation sont particulièrement nombreuses en ce qui concerne le genre. Cette approche fait référence aussi bien aux valeurs et attitudes personnelles de la personne en formation, dans son système de valeurs et ses modes de fonctionnement dans la sphère du privé, qu'à l'organisation du travail et aux procédures de l'institution où travaille le ou la participant-e (...)"*¹⁷.

Pour des stagiaires présents en Belgique pour leur formation, les résistances institutionnelles ne peuvent pas directement être identifiées ni analysées. C'est après leur retour que les personnes formées vont y être confrontées. Les employeurs ou les responsables des associations dans lesquelles militent les candidats sont d'ailleurs invités à préciser la manière dont la formation de leur membre ou agent va être valorisée et intégrée par l'ensemble du service au retour de ce dernier.

Dans la préparation de la stratégie, Si les résistances ne sont pas directes, les difficultés d'intégrer l'approche et de proposer des changements existent néanmoins, nous le verrons ci-dessous.

Les mécanismes de suivi

Comme nous l'avons déjà souligné¹⁸, il est souvent difficile de connaître l'impact et l'effet d'une formation en genre : comment isoler les effets spécifiques ? Comment mesurer des changements de mentalités, d'attitudes ? Comment cerner la pertinence d'un changement de méthodologie ? Ce ne sont que quelques unes des questions qui se posent à nous comme institution de formation autant qu'aux personnes formées elles-mêmes !

Nous ne disposons pas de mécanismes de suivi organisés, systématiques. Et pourtant, nous avons entamé cette démarche de systématisation pour nos activités de formation, initiée avec Oscar Jara, de l'association Alforja du Costa Rica. Pour Jara, "dans la systématisation, il s'agit d'envisager les expériences comme des processus historiques, comme des processus complexes où interviennent différents acteurs et qui se réalisent dans un contexte économique-social déterminé et à un moment institutionnel dont nous faisons partie.

Systématiser les expériences signifie alors comprendre pourquoi ce processus se développe de cette manière, comprendre et interpréter ce qui est en train d'arriver, à partir d'un ordre et de la reconstruction de ce qui s'est passé dans ce processus. (...)

Dans ce sens, nous systématisons nos expériences pour apprendre d'une façon critique de celles-ci et ainsi pouvoir :

- Améliorer notre propre pratiques
- Partager nos apprentissages avec d'autres expériences similaires
- Contribuer à l'enrichissement de la théorie.

¹⁷Ryckmans Hélène, *La formation en genre : pratiques et enjeux dans les projets*, op.cit., p 6.

¹⁸*Ibidem*, page 13

C'est la raison pour laquelle, pour nous, le processus de systématisation est -en lui-même- un processus d'éducation populaire"¹⁹.

Faute d'une systématisation, mais que le présent colloque va certainement stimuler, nous gardons le contact avec les ancien-nes stagiaires de manière non structurée. Le Monde selon les femmes et l'AIDEP ont l'occasion de garder des contacts avec les stagiaires qui le souhaitent : par le biais d'Internet, dans le cadre du réseau Palabras ou lors de missions de terrain assurées en Afrique.

Nous avons donc déjà pu constater des changements d'emploi : certains parcours professionnels post formation vont du monde ONG vers celui de la fonction publique. Nous recevons des informations sur les activités menées par les ancien-nes stagiaires : des projets sont mis en oeuvre, des publications sont assurées, des outils sont mis au point, des formations locales sont organisées...

Les feed-back que nous avons reçus correspondent, le plus souvent, à des actions qui ont fonctionné. C'est parce qu'il s'agit de réussites à valoriser, de défis relevés, que nous en entendons parler. Mais nous ne devons pas sous estimer l'urgence du quotidien, la surcharge de travail, les difficultés de la communication informatique, l'éloignement progressif et les réorientations professionnelles qui limitent le feedback à notre égard et nous empêchent de connaître les difficultés ressenties et les besoins nouveaux qui apparaissent sur le terrain.

Une demande souvent exprimée par les stagiaires en fin de formation concerne l'approfondissement de la formation. Nous considérons que d'éventuels mécanismes de renforcement de la formation initiale, par exemple par une formation de 2^{ème} niveau "pour aller plus loin" ou par un accompagnement local, ne peuvent se mettre en place qu'à l'initiative et suite à une demande explicite de la part des ancien-nes stagiaires. Nous sommes bien conscientes que la formation d'une personne de la structure ne suffit pas nécessairement pour faire avancer celle-ci dans son ensemble. "La thématique est si délicate qu'il est indispensable d'encadrer le personnel pour sa mise en œuvre dans le travail quotidien. (...) La formation n'est qu'une des stratégies développées par l'organisation. Il ne faut (pas non plus) la considérer comme une panacée"²⁰.

Pour pouvoir mener une démarche proactive, il faut des moyens humains et financiers dont nous ne disposons pas à l'heure actuelle. Nous pourrions par exemple dialoguer avec les ancien-nes et leurs responsables pour évaluer l'effet de la formation sur la prise en compte du genre : cela demanderait du temps dont nous ne disposons pas actuellement. Les bailleurs de fonds (notamment la coopération belge) qui aimeraient avoir de telles informations sont rarement prêts à en financer le coût !

Toutefois, nous avons déjà pu assurer des formations locales, au Cameroun et à Haïti, à la demande d'ancien-nes stagiaires et sommes en train d'en préparer une autre au Congo. Des formations locales permettent de toucher davantage de personnes et de valoriser les données, les recherches et le vécu d'un pays donné et de réagir et réfléchir sur les politiques nationales d'égalité de genre. Nous sommes également occupées à envisager des formations thématiques, permettant d'approfondir des thèmes non suffisamment abordés dans la présente formation.

¹⁹ Jara Oscar H., 2002, *Le défi d'apprendre de nos pratiques*, Costa Rica, CEP Centro de Estudios y Publicaciones, Alforja. Cité par Claudine Drion, *Education au développement...*, op.cit, pp. 48-49

²⁰ NCOS (1997), *Le genre dans la pratique* (trad. du néerlandais), Bruxelles, pp 44-45

ANNEXES

Annexe 1 : Le projet Palabras

Depuis 96, un regard croisé Sud/Sud/Nord est jeté sur le développement via la revue *Palabras*.

Réunies autour d'un même sujet, des groupes de femmes racontent leur histoire, leur vécu. Il s'agit de « rendre visibles » le processus d'autonomisation et d'empowerment, les stratégies et l'innovation des femmes. Les récits proviennent des 3 continents (l'Europe du Sud, l'Amérique latine et l'Afrique francophone), et sont traduits en français et en espagnol.

Le fait de se raconter et d'être lues ailleurs assure, aux femmes – par le regard extérieur – le renforcement en interne. Il permet également une prise de conscience des enjeux centraux et identiques que les femmes rencontrent au Nord et au Sud : les discriminations, la difficulté de contrôler les ressources, les résistances à l'inégalité, la lenteur, les mécanismes de changement social. Le Nord n'a pas de leçons à donner au Sud, les stratégies peuvent s'enrichir mutuellement.

Dès 98, la revue a donné lieu à la création d'un réseau, le réseau *Palabras*

Le Réseau Palabras se crée comme :

- un espace d'échanges d'informations, d'expériences. Il permet d'échanger les informations entre groupes de base et également de construire des actions en commun à l'intérieur et à l'extérieur du réseau ;
- un réseau pertinent pour l'amélioration de l'action politique et pour infléchir la politique de coopération du gouvernement belge.

Le réseau Palabras vise à établir une réciprocité des groupes, car les réseaux ont une valeur stratégique dans la construction d'une identité des groupes des femmes. Avec le réseau Palabras, comme espace de mobilisation, nous voulons développer une nouvelle éthique dans la façon de s'organiser et d'échanger les informations.

Rencontres internationales Palabras

- Ière rencontre Palabras *Création du Réseau Palabras* (1998)
- IIème rencontre Palabras "*Le rôle des institutions d'appui aux femmes et leur impact pour le développement*" (1999)
- IIIème rencontre Palabras "*La Marche mondiale des femmes*" (2000)
- IVème rencontre Palabras "*L'importance des réseaux de femmes*" (2001)
- Vème rencontre Palabras "*Impact des privatisations des services publics, alternatives et stratégies féministes internationales*" (2002)
- VIème rencontre du réseau Palabras "*Plaider pour d'autres mondes*" (2003)
- VIIème rencontre Palabras "*Contre la Mondialisation de la pauvreté – Stratégies des femmes – Rôle des ONG belges*" (2004)
- Ière rencontre du réseau RAAC "*Les nouveaux enjeux du développement pour les femmes africaines*" (Kinshasa, octobre)

2005)

Le Réseau, qui fut informel dans un premier temps et compte en 2005 140 associations, vise une démarche de partenariat:

- se connaître (par des rencontres annuelles)
- se re-connaître dans une même démarche, et dans une volonté politique commune.

Depuis début 2005, le Réseau Palabras s'est formalisé comme un réseau d'apprentissage et d'action communautaire sur le genre (en abrégé RAAC).

Le Monde selon les femmes coordonne ce projet de sensibilisation de l'opinion publique européenne aux questions de développement. D'une durée de 3 ans, le projet RAAC est mis en œuvre en partenariat avec ACSUR – Las Segovias (Portugal), CECYM (Argentine), CONAFED (République Démocratique du Congo) et GRAAL (Portugal).

Annexe 2. Liste des modules de la formation Le genre comme condition...

1. Aspects théoriques et conceptuels **20 heures 30**

- 1.1. Concepts de genre, théorie des trois rôles (3h)
- 1.2. Historique IFD/GED, tableau des 5 approches (3h)
- 1.3. Indicateurs de genre (3h)
- 1.4. Intégration du genre dans le cycle du projet (8h30)
- 1.5. Genre et religion (3h)

2. Développement durable **19 heures**

- 2.1. Les femmes dans l'économie mondiale (6h)
- 2.2. Genre et développement durable (2h) - Accès, contrôle et utilisation des ressources (3h)
- 2.3. Autonomie des femmes à travers l'économie sociale (6h)
- 2.4 Genre et empowerment (2 h.)

3. Santé reproductive et sexuelle **29 heures 30**

- 3.1. Santé reproductive et sexuelle (6h)
- 3.2. Violence de genre (3h)
- 3.3. Genre et masculinité (3h)
- 3.4. Genre et VIH (9h)
- 3.5. Enjeux démographiques (2h)
- 3.6. Mutilations génitales féminines (3h)
- 3.7. Droits reproductifs et sexuels – Le plaidoyer (3h30)

4. Outils d'analyse institutionnelle **7 heures**

- 4.1. Positionnement des institutions sur le genre (2h)
- 4.2. Analyse institutionnelle (Gender route) (3h)
- 4.3. Analyse organisationnelle (2h)

A ces modules s'ajoutent 2 axes pratique : une série de rencontres ainsi qu'un stage en association et la préparation d'une stratégie pour intégrer le genre dans son poste de travail.

5. Pratique **18 heures/2sem en association**

- 5.1. Stage en associations (2 semaines)
- 5.2. Restitution des stages (3h)
- 5.3. Genre dans les politiques de coopération au développement de la Belgique (3h)
- 5.4. Echanges avec des ONG et des projets (3h)
- 5.5. Communication corporelle (6h)

6. Travail final

6.1. Préparation d'une stratégie d'intégration du genre dans son activité professionnelle

6.2. Présentation des stratégies et discussion (9h)

Evaluations, consignes

Bibliographie

CHARLIER Sophie, DRION Claudine, Clarice (1998) *Un autre genre, SVP, livre-jeu sur l'égalité entre les femmes et les hommes*, Bruxelles, Luc Pire et le Monde selon les femmes.

CONAFED (1998), *Rapport de synthèse d'ateliers organisés dans le cadre de la vulgarisation de l'approche genre au développement*, 12 octobre-19 décembre 1998, R D Congo.

DEVELOPPEMENT ET PAIX (1995), *Rapport de recherche et politique Genre et Développement*, Montréal

DRION Claudine (2005), *Education au développement, Enjeux, définitions, principes pédagogiques et approche genre*, Le Monde selon les femmes, Bruxelles, 66 p.

DRION Claudine et CHOQUE Poupette (2000), *Le genre dans les ONG*, Monde selon les femmes, Bruxelles

KASHAMURA MWARABU Charlotte (2000), *Formation en approche genre*, rapport de session de l'IDEF (Initiative pour le développement de l'entrepreneuriat féminin à la base), Kinshasa, 3-28 juillet 2000, Mbanza Lemba, Kinshasa, R D Congo.

Labourie-Racapé, A. (2001), *Enseignements spécialisés en « genre et développement » dans les établissements supérieurs et de recherche*, Paris, INED.

LE MONDE SELON LES FEMMES (1999), *La boîte ad-hoc : répertoire d'outils de référence "Genre et Développement"*, Bruxelles.

LE MONDE SELON LES FEMMES (2003), *Le genre du Sud au Nord*, Bruxelles, 56 pages

LE MONDE SELON LES FEMMES (2005), *Les Essentiels du genre 1 et 2*, Bruxelles

MACDONALD Mandy, Ellen SPRENGER, Ireen DUBEL (1997) *Gender and Organisational Change, Bridging the Gap between Policy and Practice*, KIT, Amsterdam

MPUNDU MUKWAYANZO Anne Marie (1998), *Approche "genre" pour un partenariat homme-femme*, L'engagement social 13, L'épiphanie, Kinshasa

NCOS (1997), *Le genre dans la pratique* (trad. du néerlandais), Bruxelles

Revue *Palabras*, revue publiée par le Monde selon les femmes, en français et en espagnol (15 numéros parus)

Royal Tropical Institute (1998), *Gender training : the source book*, KIT Press/Oxfam, Amsterdam/London

SARR Fatou (1999), *Recensement des outils de formation en genre*, UNIFEM, Ambassade royale des Pays Bas, document de travail, octobre 1999